

Attention :

Mr Jean Christophe Cambadélis
Secrétaire National à l'Europe et à l'International

Mme Axelle Lemaire
Secrétaire Nationale au Droits de l'Homme
Parti Socialiste
10 rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07

Vienne, le 15 février 2013

Objet : TOGO : Remerciements et suggestions au Parti Socialiste

Madame Lemaire, Monsieur Cambadélis

Nous souhaitons au nom de Collectif pour la Vérité des Urnes rassemblant des membres de la Diaspora togolaise et des français, féliciter le Parti socialiste pour sa prise de position exemplaire en date du février 2013 relative au Communiqué de Presse intitulé « Togo : Démocratie bafouée ».

Le Collectif pour la Vérité des Urnes s'emploie à rappeler aux autorités publiques amies du Togo, que la stratégie consistant à faire confiance à un régime politique togolais qui a, de père en fils, régulièrement usurpé les élections depuis des décennies, ne peut être crédible au plan international ou africain.

S'il est vrai qu'il faut relancer un dialogue politique qui s'apparentait jusqu'à ce jour à un monologue unilatéral du pouvoir, il est difficile de croire que les recommandations partielles et incomplètes de l'Union européenne puissent, seules, permettre que le prochain scrutin législatif prévu le 24 mars 2013 se déroule dans la transparence.

Aussi, le Collectif pour la Vérité des Urnes suggère que le Parti socialiste puisse convaincre le Président François Hollande d'emporter l'adhésion de ses pairs au niveau de l'Union européenne, afin de ne plus accepter comme un fait accompli, les démocraties de façade en Afrique, au Togo en particulier. En effet, même si un dialogue amélioré doit avoir lieu, les listes électorales telles qu'existant aujourd'hui excluent, de manière délibérée, l'ensemble de la Diaspora togolaise (estimée autour de 1 million de personnes). Mais, tout aussi grave, le système informatique et le logiciel électoral choisis unilatéralement par le pouvoir permettent le jeu des doubles, voire triples inscriptions sur les fichiers électoraux. Ainsi, la fraude a lieu en amont du travail des observateurs, c'est-à-dire lors du vrai « faux » recensement électoral et lors de la publication unilatérale des résultats par le pouvoir en place. Ceci sous l'encadrement d'un Ministère dit de la « sécurité et de la protection civile » dont le titulaire du portefeuille est cité dans la plupart des rapports portant sur les abus des droits humains au Togo, comme un agent particulièrement actif et responsable d'agissements hors-la-loi, restés impunis à ce jour.

Les résultats produits - par un système pré-formaté pour faciliter la fraude et l'inversion de résultats qui deviennent, de facto, très éloignés de la vérité - ne peuvent conduire qu'à des

irrégularités grossières, en particulier dans les régions du Togo où le contrôle est difficile, notamment dans le nord du Togo et de nombreuses zones rurales. Il ne faut donc pas s'étonner que l'on aboutisse à des « contrevérités des urnes ». La responsabilité est clairement celle des partis au pouvoir, à savoir le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) devenu UNIR (Union pour la République) et son allié l'Union des Forces du Changement (UFC).

Si le Parti Socialiste et l'ensemble des partis politiques français souhaitent qu'un dialogue sérieux ait lieu au Togo, il convient d'accepter le principe d'une vraie bipolarisation du système politique togolais entre les partis et mouvances de l'Alternance d'un côté et les partis au pouvoir (sans partage pendant plus de quarante ans). Engager un énième dialogue sans prendre conscience de ces biais, et sans prendre les mesures permettant de les corriger, risque de ne pas aller dans le sens des suggestions recommandées par le Parti socialiste.

Le Cvu-Togo-Diaspora suggère avec modestie au Parti Socialiste, de recommander à François Hollande, le Président de la République, les points suivants pour favoriser une concertation politique sincère et inclusive au Togo associant l'ensemble des acteurs y compris la Diaspora togolaise :

1. La libération de l'ensemble des personnalités civiles et politiques emprisonnées en violation de la présomption d'innocence, ce sans aucun mandat, ni justification crédible au regard du droit togolais et international ;
2. La nomination de médiateurs internationaux dont au moins un provenant d'un pays de l'Union européenne. Nous suggérons un pays neutre dans ses relations historiques avec le Togo. Pourquoi pas l'Autriche ? ;
3. Le contrôle par des experts indépendants du logiciel électoral avant, pendant et après les élections ;
4. L'assurance que la Diaspora togolaise, actuellement exclue, sera réintégrée dans le fichier électoral et retrouvera son droit de vote (constitutionnel), et de participation aux élections en devenir ;
5. L'organisation d'une série de concertations politiques poursuivant l'objectif d'aboutir à la publication d'une feuille de route pour une gouvernance permettant de retrouver une société de confiance au Togo ;

Le Cvu-Togo-Diaspora réitère ses remerciements au Parti socialiste pour sa prise de position courageuse et exemplaire sur le Togo.

15 janvier 2012



Dr Yves Koué AMAÏZO
Coordinateur Général

François FABREGAT
Secrétaire Général
Directeur de la Communication

